

Pour le maintien de l'emploi et des activités industrielles en PACA
Vœu déposé par le groupe Front de Gauche

Rapporteur : Gérard Piel

L'actualité de ces derniers jours suscite une vive inquiétude quant à l'avenir de l'emploi dans notre Région.

Le risque de liquidation judiciaire de Kem One sur Lavera, Fos et Saint Auban, la suppression de 600 emplois à la SNCM, les menaces sur la centrale de Gardanne, la fermeture des trois Virgin à Marseille, Toulon et Nice, la situation à Sophia Antipolis avec les fermetures de Texas Instrument et de IBM, les suppressions d'emplois dans les banques et les services publics viennent allonger la liste des 3400 salariés hors agriculture supprimés dans notre région au 4^{ème} trimestre 2012.

Ce sont des fleurons industriels, des savoirs faire régionaux, qui sont mis à mal. Ce sont aussi des milliers de femmes et d'hommes dont l'avenir est incertain, qui vont grossir demain le rang des chômeurs, faire grandir la misère dans notre région.

Le cynisme patronal et son arrogance atteint des sommets, conforté par la mise en œuvre prochaine de l'Accord National Interprofessionnel dont la nocivité pour les salariés est désormais évidente.

Jusqu'à quand acceptera-t-on que des actionnaires anonymes décident, pour maintenir leurs dividendes, du sort de milliers d'hommes et de femmes mais aussi de l'avenir de notre région et de nos filières industrielles ?

Il est grand temps de mettre en œuvre un autre politique industrielle. Nous ne rebâtirons de la croissance sans un renouveau industriel en phase avec les évolutions techniques et les besoins sociaux de notre temps.

Notre institution développe de très nombreux dispositifs pour favoriser le développement économique, former les hommes et les femmes de cette région. Elle est donc légitime à intervenir dans le débat sur son avenir industriel.

Quelle cohérence y aurait-il à débattre sur la transition énergétique et laisser abandonner le projet de biomasse sur la centrale de Gardanne, vouloir défendre le Port et accepter de voir disparaître la SNCM, vouloir limiter les déplacements de produits et accepter de laisser partir la filière vinylique française, développer une société de la connaissance et accepter les suppressions de postes d'informaticiens chez Texas Instrument ?

L'énergie, les transports, la chimie et la recherche... il s'agit là de secteurs clés pour l'avenir industriel de notre région et de la France.

La Région est impliquée, l'Etat doit maintenant prendre ses responsabilités, faire prévaloir l'intérêt national et celui des salarié-e-s.

En conséquence, le Conseil Régional demande au gouvernement :

- de prendre toutes les mesures législatives, financières et juridiques, afin de garantir l'emploi, de pérenniser et développer l'activité des entreprises menacées.